

## **L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises :** à fin avril 2020, le surplus d'épargne financière des ménages atteint déjà près de 55 milliards, tandis que les entreprises recourent fortement à l'endettement pour faire face à leurs besoins à venir de trésorerie

Cette note propose une mise à jour de notre première photographie à fin mars de la situation financière des ménages et des entreprises à partir des statistiques monétaires et financières mensuelles<sup>1</sup>. En complément des données mensuelles habituelles, ici mars et avril, la Banque de France propose également un indicateur de la tendance hebdomadaire, bâti grâce à la collaboration des établissements de crédit, dont les derniers chiffres sont arrêtés au 15 mai. Les faits marquants se résument ainsi :

**Du côté des ménages**, la détention de numéraire et de dépôts bancaires se renforce en avril (+26,6 milliards d'euros), tandis que les crédits à l'habitat comme à la consommation diminuent légèrement (-1,8 milliard d'euros pour les premiers, -2,4 milliards d'euros pour les seconds). Sous réserve des mouvements des placements financiers non bancaires, les flux nets d'épargne financière des ménages (calculés comme la différence entre les flux nets de placements et les flux nets de dettes) seraient, en cumul sur mars-avril, supérieurs d'environ 55 milliards d'euros à leur tendance habituelle.

**Du côté des sociétés non financières**, la dynamique du financement bancaire ne faiblit pas, avec plus de 25 milliards d'euros de crédits supplémentaires par rapport à mars, soit plus de 60 milliards sur les deux derniers mois. Contrairement à ce qui a pu être observé en mars, le financement bancaire se trouve accompagné en avril par le financement de marché qui a nettement repris (+33,3 milliards en avril, après -2,4 milliards en mars). Ainsi, au total, la dette des sociétés non-financières progresse de 58,6 milliards d'euros en avril après 32,7 milliards en mars soit un peu plus de 90 milliards en cumulé. Ce flux global d'endettement correspond peu ou prou à celui des dépôts, en particulier des dépôts à vue (+44,5 milliards d'euros pour ces derniers). Ceci reflète vraisemblablement le comportement de précaution des entreprises en matière de trésorerie en anticipation des décaissements à venir.

### **1 – Les dépôts et crédits des ménages**

Les dépôts à vue des ménages – incluant les entrepreneurs individuels – progressent de 13,6 milliards d'euros en avril, après plus de 14 milliards en mars, soit 27,7 milliards sur deux mois. L'encours de comptes rémunérés, largement représentatifs de l'épargne réglementée (livret A, LDDS) croît nettement aussi (11,5 milliards en avril après 5,8 milliards en mars) et le flux atteint en cumul 17,3 milliards sur mars-avril. Le total du numéraire et des dépôts bancaires augmente ainsi de 26,6 milliards en avril, après 22,2 milliards en mars. En écart à sa tendance, le surplus de numéraire et dépôts s'établit à 15,7 milliards en mars et à 20,1 milliards en avril, soit un surcroît de 35,8 milliards sur la période mars-avril qui couvre six semaines de confinement. La première tendance pour les 15 premiers jours de mai fait état d'un léger reflux des dépôts, à l'instar de ce qui avait été observé les deux premières semaines d'avril : -0,2 milliard d'euros, avec un arbitrage entre dépôts à vue (-2,6 milliards d'euros) et dépôts rémunérés (+2,4 milliards d'euros).

<sup>1</sup> Cf. Publication du 29 avril « L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises : une première photographie à partir des données monétaires et financières à fin mars 2020 ».

## Ménages y compris entrepreneurs individuels : Numéraire, dépôts et crédits bancaires

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)

	Encours				Flux			Moyenne Janvier 2017 – Février 2020
	Décembre 2019	Mars 2020	Avril 2020	15 mai 2020	Mars	Avril	15 mai (flux sur 15 jours)	
<b>Numéraire et dépôts</b>								
<b>Numéraire</b>	<b>82,6</b>	<b>83,5</b>	<b>85,4</b>		<b>2,3</b>	<b>1,5</b>		<b>0,6</b>
<b>Dépôts bancaires</b>	<b>1 511,8</b>	<b>1 562,6</b>	<b>1 587,7</b>	<b>1 587,5</b>	<b>19,9</b>	<b>25,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>5,9</b>
- Dépôts à vue	494,8	516,2	529,8	527,2	14,1	13,6	- 2,6	3,2
- Dépôts rémunérés	1 035,1	1 046,4	1 057,9	1 060,3	5,8	11,5	2,4	2,7
<b>Endettement</b>								
<b>Crédits bancaires</b>	<b>1 472,9</b>	<b>1 492,5</b>	<b>1 488,3</b>	<b>1 484,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 4,2</b>	<b>- 4,2</b>	<b>6,6</b>
- Consommation et autres	285,0	283,8	281,4	275,7	- 1,4	- 2,4	- 5,7	1,0
- Habitat	1 187,9	1 208,7	1 206,9	1 208,4	1,1	- 1,8	1,5	5,6

Source : Banque de France.

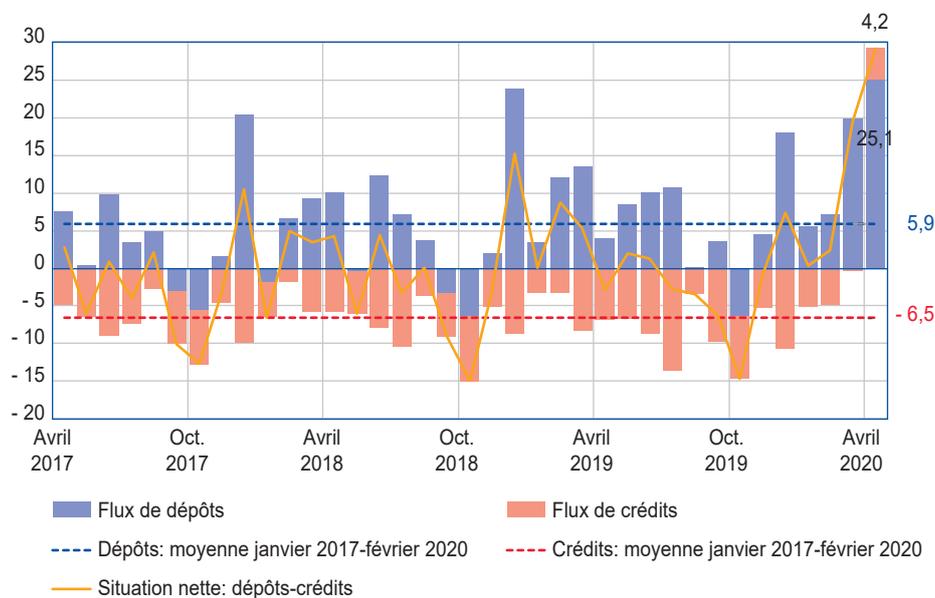
Les flux nets de crédit des ménages deviennent négatifs en avril (-4,2 milliards d'euros), après une quasi-stabilité en mars à -0,3 milliard d'euros. Cette contraction signifie que les montants remboursés par les clients bénéficiaires de crédits dans le passé l'emportent sur les nouveaux prêts. Toutefois, l'activité d'octroi de nouveaux prêts s'est poursuivie à un rythme ralenti. L'encours des crédits à la consommation continue de diminuer (-2,4 milliards d'euros, après -1,4 milliard en mars), conséquence d'une consommation de biens durables (électroménager, automobiles) en berne. De même, les flux nets de crédit à l'habitat se sont réduits (-1,8 milliard), les transactions immobilières ayant été très fortement ralenties. Cette tendance se poursuit sur les 15 premiers jours de mai. Le flux des crédits bancaires est inférieur à sa tendance pour 6,9 milliards en mars et 10,8 milliards en avril soit 17,7 milliards en cumul sur deux mois, et autant de liquidités en moins sur le compte des ménages. On observe par ailleurs un recours inhabituel à la renégociation des crédits à la consommation : 14 % des crédits produits en mars 2020 (dernier point disponible) n'étaient pas liés à une production nouvelle, mais à des renégociations d'encours existant<sup>2</sup>, contre moins de 10 % habituellement observés en mars – une situation qui devrait se prolonger en avril. Cela traduit la mise en place de moratoires de crédits, libérant ainsi des marges temporaires de trésorerie pour les consommateurs.

Au total, hors placements non bancaires, le surplus d'épargne financière nette des ménages (numéraire + dépôts – crédits) était de 22,5 milliards en mars et continuerait d'augmenter en avril pour atteindre 31 milliards, soit 53,5 milliards en cumul.

<sup>2</sup> Selon la méthodologie européenne (règlement BCE/2013/34), la production de crédits ou flux bruts, correspond à la mise en place de nouveaux crédits auxquels viennent s'ajouter les renégociations de crédits existants, lorsque celles-ci sont à l'initiative du client de la banque.

## Ménages y compris entrepreneurs individuels : dépôts et crédits

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)

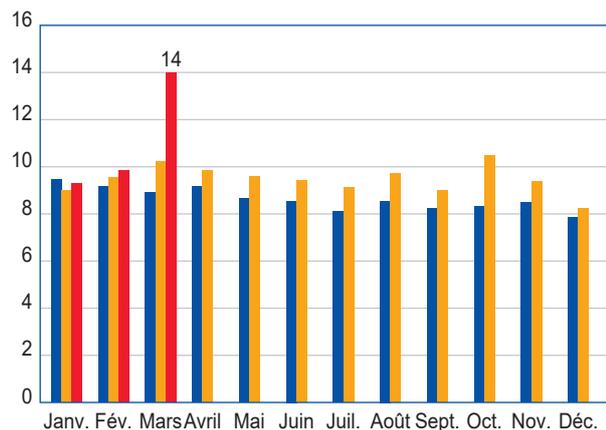


Source : Banque de France.

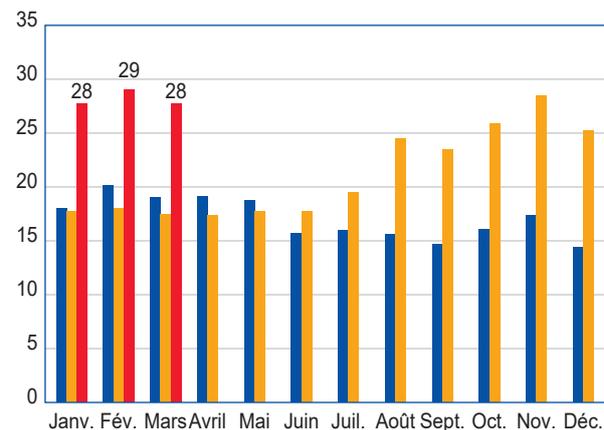
## Ménages y compris entrepreneurs individuels : renégociations de crédits

(en % de la production brute de chaque catégorie)

### Crédits à la consommation



### Crédits à l'habitat



■ 2018 ■ 2019 ■ 2020

Note : mars, dernier point disponibles

Source : Banque de France.

## 2 - Les dépôts et l'endettement des sociétés non-financières

Les crédits bancaires aux entreprises progressent à nouveau fortement : +25,3 milliards d'euros en avril (à comparer à 4,5 milliards observé en moyenne entre janvier 2017 et février 2020) dont 19,1 milliards d'euros pour les crédits dits « de trésorerie » (après 27,3 milliards en mars). La progression sur la première quinzaine de mai est très forte puisqu'on enregistre déjà un flux de 32,7 milliards.

Plusieurs facteurs contribuent à cette hausse continue des flux nets de crédits bancaires :

- la mise en œuvre des Prêts Garantis par l'Etat - PGE -, dont l'encours accordé atteint 53,4 milliards fin avril ;
- les remboursements de prêts ont été très faibles – à des niveaux rarement observés -, en raison des différés convenus entre les banques et leurs clientèles.

Les émissions nettes de dettes sous forme de titres de créance, après avoir été négatives de 2,4 milliards en mars, ont fortement repris en avril (33,3 milliards), à la fois pour les titres à moins d'un an et ceux à plus d'un an. Ceci reflète la stabilisation observée des marchés de dettes en zone euro, à la suite notamment des actions de l'Eurosystem sur les marchés des billets de trésorerie et des obligations.

Ainsi, l'endettement total des sociétés non-financières a progressé de 58,6 milliards d'euros en avril après une hausse de 32,7 milliards en mars.

### Sociétés non-financières : trésorerie et endettement

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)

	Encours				Flux			Moyenne Janvier 2017 – Février 2020
	Décembre 2019	Mars 2020	Avril 2020	15 mai 2020	Mars	Avril	15 mai (flux sur 15 jours)	
	<b>Trésorerie</b>							
<b>Dépôts bancaires</b>	<b>632,2</b>	<b>674,0</b>	<b>714,6</b>		<b>41,1</b>	<b>40,6</b>		<b>3,4</b>
- Dépôts à vue	474,0	511,7	556,1	589,7	40,4	44,5	33,5	3,5
- Dépôts rémunérés	158,2	162,3	158,5		0,8	- 3,8		- 0,1
<b>OPC monétaires</b>	<b>55,4</b>	<b>50,1</b>			<b>- 13,4</b>			
	<b>Endettement</b>							
<b>Crédits bancaires</b>	<b>1 061,1</b>	<b>1 101,9</b>	<b>1 127,3</b>	<b>1 159,9</b>	<b>35,4</b>	<b>25,3</b>	<b>32,7</b>	<b>4,5</b>
<b>dont PGE</b>			<b>53,4*</b>			<b>53,4*</b>		
- trésorerie	241,1	264,0	283,1	316,1	27,3	19,1	33,0	0,6
- investissement	760,4	775,4	780,0	843,8	7,6	4,6	- 0,4	3,6
- autre	59,5	62,5	64,2		0,5	1,6		0,2
<b>Titres de créance</b>	<b>620,6</b>	<b>639,7</b>	<b>674,5</b>		<b>- 2,4</b>	<b>33,3</b>		<b>2,9</b>
- à moins d'un an	40,9	51,2	60,0		- 1,9	8,8		0,5
- à plus d'un an	579,6	588,6	614,4		- 0,5	24,5	4,2	2,4

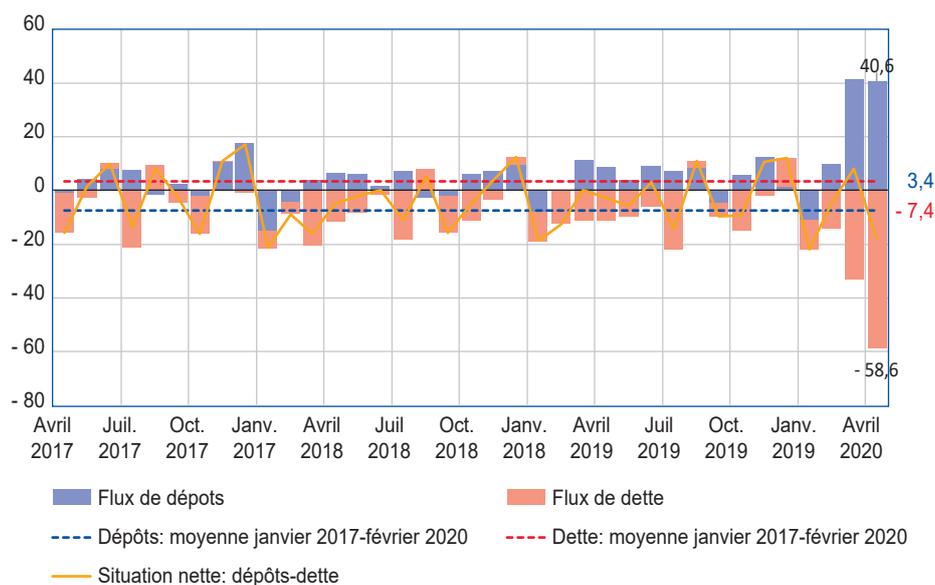
(\*) il s'agit ici de PGE accordés et non nécessairement décaissés, ainsi les montants enregistrés peuvent se répartir à la fois sur avril et sur mai, voire au-delà.  
Source : Banque de France.

Parallèlement, les dépôts des entreprises françaises auprès du système bancaire ont augmenté de 40,6 milliards en avril après 41,1 milliards en mars, à comparer à un flux moyen de 3,4 milliards de janvier 2017 à février 2020. Comme en mars, l'essentiel de cette hausse vient des dépôts à vue (+ 44,5 milliards en avril, après 40,4 en mars et une moyenne de 3,5 milliards entre 2017 et 2019). Au cours des quinze premiers jours de mai, les sommes déposées par les entreprises en dépôts à vue atteignent déjà 33,5 milliards.

Au total, sur les deux mois mars-avril, les dépôts ont augmenté de 81,6 milliards et la dette de 91,6 milliards. Cette envolée conjointe des dépôts et de l'endettement des sociétés non financières peut s'expliquer par le mécanisme selon lequel « la dette fait des dépôts ». Les entreprises ont anticipé une chute prolongée de leurs ventes pendant et après confinement. Dans le même temps, elles font face à des besoins de trésorerie pour couvrir le paiement de leurs charges fixes et régler les échéances liées à leurs transactions commerciales passées ou en cours (paiement de leurs fournisseurs, paiement des salariés pour la part non prise en charge par l'État dans le cadre du dispositif de financement du chômage partiel, etc.). Ainsi, pour sécuriser leur trésorerie, elles ont largement emprunté, et la hausse de leurs dépôts représente dans une large mesure le décalage temporel entre la réception des fonds empruntés et leurs décaissements à venir.

### Sociétés non-financières : trésorerie et endettement

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)



Source : Banque de France.